



RAPPORT FINANCIER 2021



UNION BANCAIRE PRIVÉE



COMPTES
ANNUELS
CONSOLIDÉS
2021

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

	2021 en millions de CHF	2020 en millions de CHF	Variation en millions de CHF	Variation en %
Bénéfice net	201,2	181,4	19,8	10,9%
Résultat opérationnel	244,5	220,0	24,5	11,1%
Fonds sous gestion (en milliards de CHF)	160,4	147,4	13,0	8,8%
Total des produits d'exploitation	1'133,9	1'071,2	62,7	5,9%
Résultat des opérations d'intérêts	206,9	223,6	(16,7)	(7,5%)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	815,0	736,7	78,3	10,6%
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	105,1	106,7	(1,6)	(1,5%)
Total des charges d'exploitation	754,5	718,4	36,1	5,0%
Charges de personnel	554,7	529,8	24,9	4,7%
Autres charges d'exploitation	199,8	188,6	11,2	5,9%
Amortissements, correctifs de valeur, provisions et pertes	135,0	132,7	2,3	1,7%
Total bilan	38'784,7	37'808,7	976,0	2,6%
Fonds propres	2'478,2	2'406,9	71,3	3,0%
Capital social	300,0	300,0	-	-
Réserve issue du capital	867,3	867,3	-	-
Réserve issue du bénéfice	894,0	842,8	51,2	6,1%
Réserves pour risques bancaires généraux	215,4	215,4	-	-
Effectif du personnel (au 31 décembre en ETP)	1'904	1'812	92,0	5,1%
Bénéfice net par collaborateur (en milliers de CHF)	105,7	100,1	5,6	5,6%
Ratio Charges d'exploitation/Revenus d'exploitation	66,5%	67,1%	-	-
Ratio Charges d'exploitation après amortissements/Revenus d'exploitation	78,1%	79,2%	-	-
Rendement des fonds propres (ROE)	8,4%	7,7%	-	-
Ratio Fonds propres/Total du bilan	6,4%	6,4%	-	-
Ratio de fonds propres Tier 1	25,2%	27,7%	-	-
Ratio de liquidités à court terme (LCR)	274,5%	307,5%	-	-
Ratio de levier (LERA)	5,4%	6,6%	-	-
Ratio de financement (NSFR)	162,6%	-	-	-

Bilan consolidé au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Actifs		
Liquidités	5'574'847	7'043'041
Créances sur les banques	3'196'097	2'538'863
Créances résultant d'opérations de financement de titres	364'460	95'587
Créances sur la clientèle	10'491'593	9'587'854
Créances hypothécaires	2'171'942	1'957'788
Opérations de négoce	1'660'339	1'590'107
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	530'245	625'442
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	2'103'184	1'454'014
Immobilisations financières	11'494'630	11'795'932
Comptes de régularisation	174'392	157'875
Participations non consolidées	3'550	2'755
Immobilisations corporelles	305'769	317'643
Valeurs immatérielles	218'650	223'433
Autres actifs	495'014	418'395
Total des actifs	38'784'712	37'808'729
Total des créances subordonnées	-	-

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Passifs		
Engagements envers les banques	609'258	592'670
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	5'127'130	6'403'239
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	26'487'668	24'894'302
Engagements résultant d'opérations de négoce		241
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'050'003	1'317'827
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	2'294'641	1'792'661
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335'000	
Comptes de régularisation	313'395	295'309
Autres passifs	56'965	78'251
Provisions	32'484	27'306
Total des fonds étrangers	36'306'544	35'401'806
Réserves pour risques bancaires généraux	215'375	215'375
Capital social	300'000	300'000
Réserve issue du capital	867'336	867'336
Réserve issue du bénéfice	894'047	842'847
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	180	(77)
Bénéfice du Groupe	201'230	181'442
dont part des intérêts minoritaires au bénéfice du Groupe	106	248
Total des fonds propres	2'478'168	2'406'923
Total des passifs	38'784'712	37'808'729
Total des engagements subordonnés	-	-

Opérations hors bilan consolidé au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Engagements conditionnels	627'659	403'902
Engagements irrévocables	63'857	72'126
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	1'008'314	833'278
Crédits par engagement (paiements différés)	4'090	1'903

Compte de résultat consolidé de l'exercice

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Produits et charges de l'activité bancaire ordinaire consolidée		
Résultat des opérations d'intérêts		
Produits des intérêts et des escomptes	177'050	318'805
Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières	83'206	66'118
Charges d'intérêts	(53'402)	(161'307)
Résultat brut des opérations d'intérêts	206'854	223'616
Variations des corrections de valeurs pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		13
Résultat net des opérations d'intérêts	206'854	223'629
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		
Produits des commissions sur les titres et les opérations de placement	830'682	746'875
Produits des commissions sur les opérations de crédit	3'491	2'748
Produits des commissions sur les autres prestations de services	3'964	3'479
Charges de commissions	(23'123)	(16'381)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	815'014	736'721
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	105'070	106'660
Autres résultats ordinaires		
Résultats des aliénations d'immobilisations financières	1'840	1'867
Produits des participations	3'762	706
dont participations mises en équivalence	426	(415)
dont autres participations non consolidées	3'336	1'121
Résultats des immeubles	279	576
Autres produits ordinaires	1'171	1'030
Autres charges ordinaires	(49)	
Autres résultats ordinaires	7'003	4'179
Total des produits	1'133'941	1'071'189

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	(554'675)	(529'811)
Autres charges d'exploitation	(199'785)	(188'618)
Charges d'exploitation	(754'460)	(718'429)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	(131'603)	(129'601)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(3'403)	(3'148)
Résultat opérationnel	244'475	220'011
Produits extraordinaires	111	1
Impôts	(43'356)	(38'570)
Bénéfice du Groupe	201'230	181'442
dont part des intérêts minoritaires au bénéfice du Groupe	106	248

Présentation du tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers de CHF)

	2021		2020	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)				
Résultat de la période	201'230		181'442	
Variations des réserves pour risques bancaires généraux				
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	131'603		129'601	
Provisions et autres corrections de valeur	3'000		3'148	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes				
Comptes de régularisation actif		16'517		10'140
Comptes de régularisation passif	18'086			38'309
Autres positions	2'193			18'659
Dividende de l'exercice précédent		130'000		130'000
Solde	209'595		117'083	
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres				
Capital-actions/capital-participations/capital de dotation, etc.				
Ecritures par les réserves			161	
Solde	-		161	
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles				
Participations		795	418	
Immeubles				
Autres immobilisations corporelles		59'544		78'629
Valeurs immatérielles		55'402	749	
Solde		115'741		77'462

(en milliers de CHF)

	2021		2020	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Flux de fonds de l'activité bancaire				
Opérations à moyen et long terme (> 1 an)				
Engagements envers les banques				
Engagements résultant des dépôts de la clientèle				
Autres engagements		21'286	17'599	
Créances sur la clientèle		236'737	46'465	
Créances hypothécaires		155'113		115'369
Immobilisations financières		1'744'120	2'806'530	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335'000			
Autres créances		76'619		242'132
Opérations à court terme				
Engagements envers les banques	16'588			129'761
Engagements résultant d'opérations de financement de titres		1'276'109	3'439'368	
Engagements résultant de dépôts de la clientèle	1'593'366		567'410	
Engagements résultant d'opérations de négoce		241		280
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés		267'824	746'489	
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	501'980		414'523	
Créances sur les banques		657'234		481'370
Créances résultant d'opérations de financement de titres		268'873	358'565	
Créances sur la clientèle		667'002		216'123
Créances hypothécaires		59'041		156'171
Opérations de négoce		70'232		902'063
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	95'197			243'158
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		649'170		496'097
Immobilisations financières	2'045'422			5'511'023
Etat des liquidités				
Liquidités	1'468'194		56'816	
Solde		93'854		39'782
Total	6'265'342	6'265'342	8'571'009	8'571'009

Présentation de l'état des capitaux propres

(en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital (poste négatif)	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2020	300'000	867'336	842'847	215'375	-	-	(77)	181'442	2'406'923
Affectation du résultat de l'exercice précédent			51'194				248	(51'442)	-
Différences de change			6				9		15
Acquisition de propres parts au capital									-
Dividendes et autres distributions							(130'000)		(130'000)
Bénéfice/Perte (résultat de la période)							201'230		201'230
Capitaux propres au 31.12.2021	300'000	867'336	894'047	215'375	-	-	180	201'230	2'478'168

A photograph of a modern building facade with large windows and a balcony, overlaid with a semi-transparent green rectangle. The text is centered within this rectangle.

ANNEXE AUX
COMPTES
ANNUELS
CONSOLIDÉS

Indication de la raison sociale, de la forme juridique et du siège du Groupe

L'Union Bancaire Privée, UBP SA est une société anonyme de droit suisse et son siège est à Genève.

Commentaires relatifs à l'activité

Pour les commentaires relatifs à l'activité du Groupe, se reporter au Rapport d'activités.

Acquisitions

En date du 31 octobre 2021, l'UBP est devenue actionnaire à 100% de Millennium Banque Privée BCP (Suisse), avec laquelle elle a fusionné avec effet rétroactif le 3 décembre 2021. Par ailleurs, la Banque a signé, le 30 juin 2021, un accord pour la reprise d'un portefeuille de clients de Danske Bank International S.A. au Luxembourg. La transaction a été finalisée le 28 janvier 2022.

Principes comptables et principes d'évaluation

Principes de base

Les principes comptables, d'évaluation et de présentation appliqués aux comptes de groupe et au bouclage individuel sont conformes aux exigences de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à son ordonnance d'exécution, à l'ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur l'établissement et la présentation des comptes ainsi qu'à la circulaire FINMA 2020/1.

Les comptes consolidés donnent une image fidèle de l'état de la fortune, de la situation financière et des résultats du Groupe Union Bancaire Privée.

Les principales méthodes comptables utilisées de manière constante pour la détermination de l'état de fortune sociale et des résultats sont les suivantes:

Participations consolidées

Les participations supérieures à 50% du capital social font l'objet d'une consolidation intégrale, dès lors que la Banque les contrôle, c'est-à-dire qu'elle dispose du pouvoir de diriger leurs politiques financières et opérationnelles afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Les actifs et les passifs, de même que les charges et les produits, sont intégrés dans leur totalité (100%). La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et dans le bénéfice net est indiquée séparément dans le bilan et le compte de résultat consolidés.

Les participations de 20% à 50% sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence («equity method»). Leurs bénéfices nets et leurs patrimoines nets sont ainsi saisis dans les comptes consolidés proportionnellement au pourcentage détenu par le Groupe.

Les participations peu importantes et les participations inférieures à 20% sont comptabilisées dans les participations non consolidées à leur prix d'achat, déduction faite des amortissements appropriés.

Elimination des relations internes du Groupe

Tous les postes du bilan et du compte de résultat (y compris les opérations hors bilan) qui proviennent de relations d'affaires entre les sociétés du Groupe ont été éliminés des comptes consolidés.

Comptabilisation des opérations

Les opérations sont enregistrées et évaluées conformément aux principes généralement admis et sont, dans la règle, portées au bilan à la date du règlement, respectivement à la date de conclusion pour les opérations du trafic des paiements et sur titres au comptant.

Délimitation dans le temps

Les produits et les charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus ou qu'ils sont engagés, et enregistrés dans les comptes de la période concernée, et non lors de leur encaissement ou de leur paiement.

Conversion de monnaies étrangères

Les bilans des sociétés du Groupe, établis en monnaies étrangères, sont convertis en francs suisses aux cours de change effectifs à la date du bilan, à l'exception des fonds propres, qui sont convertis aux cours historiques. Pour les comptes de résultat, des cours annuels moyens sont appliqués. Les écarts résultant de cours de conversion divergents figurent dans les fonds propres en tant que part des réserves issues du bénéfice.

Dans les comptes individuels des sociétés du Groupe, les actifs et les engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en monnaie locale aux cours de change effectifs à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de leur comptabilisation, aux cours de change pratiqués à la fin de chaque mois, ou aux cours de couverture si le risque de change a été couvert.

Cours des principales monnaies étrangères contre le CHF:

	Cours moyens			
	31.12.21	31.12.20	2021	2020
USD	0,91115	0,88395	0,91478	0,9340
GBP	1,23411	1,20832	1,25779	1,2061
EUR	1,03616	1,08156	1,07932	1,0705

Liquidités, créances sur les banques, créances sur la clientèle

L'évaluation de ces postes s'effectue à leur valeur nominale. Les risques connus et prévisibles font l'objet de corrections de valeurs individuelles, imputées directement aux postes correspondants de l'actif du bilan.

Opérations de financement de titres

Le Groupe effectue des opérations de prise/mise en pension de titres dans le cadre de la gestion de la trésorerie («repo» et «reverse repo») ainsi que des opérations de prêt/d'emprunt de titres pour le compte de la clientèle.

Les échanges de liquidités ainsi que les intérêts courus sont enregistrés au bilan à la valeur nominale. Une écriture au bilan a uniquement lieu pour les titres dont la partie cédante transfère également économiquement le pouvoir de décision. Lors d'opérations de prêt, respectivement d'emprunt, de titres, les transactions dans lesquelles le Groupe agit en qualité de principal sont portées au bilan, celles effectuées pour le compte de la clientèle, en tant qu'agent, sont traitées selon les règles relatives aux opérations fiduciaires.

Opérations de négoce, engagements résultant d'opérations de négoce

Les portefeuilles destinés au négoce sont évalués aux prix du marché à la date du bilan. Ils incluent les positions qui ne sont pas acquises dans un but d'investissement à long terme, ni dans le but de couvrir les souscriptions par la clientèle des certificats sur titres émis par la Banque; les bénéfices ou pertes réalisés ou non réalisés apparaissent au compte résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur. Les titres qui ne sont pas négociés régulièrement sont comptabilisés au prix d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires (principe de la valeur la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est crédité au résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur. Les coûts de refinancement sont débités, au taux de marché, du résultat des opérations de négoce et crédités au produit des intérêts et des escomptes.

Autres instruments financiers évalués à la juste valeur et engagements résultant d'instruments financiers évalués à la juste valeur

Le Groupe permet à ses clients de souscrire à des certificats correspondant principalement à des parts de paniers d'actions et des obligations.

Le montant des souscriptions aux certificats par les clients figure au passif du bilan sous la rubrique «Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur». Les montants correspondant aux actifs financiers sous-jacents figurent à l'actif du bilan sous la rubrique «Autres instruments financiers évalués à la juste valeur».

La différence entre le montant des souscriptions des clients, au passif, et les positions en couverture des certificats sur titres émis à l'actif est essentiellement due à une composante «cash», qui n'est pas encore investie, comptabilisée dans les liquidités à l'actif du bilan, ou aux positions couvertes par des dérivés.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les positions de titres détenues à long terme, les positions métaux précieux et les immeubles repris dans le cadre des opérations de crédit et destinés à la revente. Les titres de créance, à revenu fixe ou à taux flottant, sont en principe conservés jusqu'à l'échéance. Les titres de participation et les immeubles sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse, soit au prix d'acquisition ou au prix du marché. Pour les titres de créance, la différence entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition est répartie sur la durée résiduelle et inscrite sous «Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières»; les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération. Les métaux précieux sont évalués au prix de marché à la date du bilan. Ils servent notamment de couverture aux avoirs de clients en comptes métaux.

Participations non consolidées

Les participations peu importantes et les participations inférieures à 20% sont comptabilisées dans les participations non consolidées à leur prix d'achat, déduction faite des amortissements appropriés.

Immobilisations corporelles

Les immeubles, équipements, installations et logiciels achetés ainsi que les honoraires de tiers relatifs aux logiciels en développement sont amortis sur une période évaluée selon des critères économiques d'exploitation. Une estimation périodique est effectuée pour déceler les cas éventuels de dévalorisation significative.

Les immeubles et autres immobilisations corporelles sont amortis de façon linéaire pendant leur durée d'utilisation estimée comme suit:

- immeubles 67 ans
- aménagements et installations 8 ans
- matériel informatique, logiciels et télécoms 3 à 10 ans

Valeurs immatérielles

Si, lors de l'acquisition d'une entreprise ou d'un portefeuille de clients, les coûts d'acquisition sont plus élevés que les actifs nets repris, la différence qui en découle constitue le goodwill acquis. Le goodwill est porté à l'actif du bilan et amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée. Un test de dépréciation est effectué à chaque date de bilan afin de déterminer la valeur recouvrable. Si cette dernière est inférieure à la valeur comptable, une correction de valeur est comptabilisée. Compte tenu de la capacité du Groupe à maintenir la valeur des actifs acquis, capacité démontrée au fil des diverses acquisitions opérées dans le passé, la durée d'utilisation estimée est de 10 ans.

Provisions

Une provision est constituée dès lors qu'un engagement probable fondé sur un événement passé dont le montant et/ou l'échéance sont incertains est estimable de manière fiable.

Impôts sur le bénéfice

Les impôts courants sur le bénéfice sont calculés sur la base des législations fiscales en vigueur dans les pays respectifs et inscrits en charge pour la période comptable durant laquelle le bénéfice imposable est généré. Ils sont inscrits au passif du bilan sous «Comptes de régularisation».

Les effets fiscaux résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique «Provisions» au passif du bilan. Les différences temporaires constatées correspondent essentiellement à la réserve pour risques bancaires généraux. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt attendus.

Institutions de prévoyance en faveur du personnel

Le Groupe dispose en Suisse et à l'étranger de plusieurs institutions de prévoyance en faveur du personnel, comprenant essentiellement des plans orientés vers la primauté des cotisations. Les cotisations ajustées à la période sont présentées comme frais de personnel dans le compte de résultat. Les ajustements actifs ou passifs correspondants et les créances et engagements qui résultent de bases légales, réglementaires ou contractuelles le sont au bilan. Un examen annuel est effectué afin de déterminer s'il existe dans le plan de prévoyance un avantage économique (excédent) ou un engagement économique (déficit) du point de vue de la Banque. La base est constituée par les contrats, les comptes annuels des institutions de prévoyance établies en Suisse conformément à la Swiss GAAP RPC 26, et d'autres calculs présentant la situation financière, l'excédent de couverture ou le découvert existant par plan de prévoyance conformément aux circonstances réelles.

Un avantage économique n'est enregistré dans les comptes de la Banque que s'il est licite et qu'il est envisagé d'utiliser cet excédent pour réduire les cotisations de l'employeur, de les rembourser ou de les utiliser en dehors des prestations réglementaires. En cas de déficit, une provision n'est constituée que dans la mesure où la Banque veut ou doit participer à son financement. L'inscription dans le compte de résultat d'un avantage et/ou d'un engagement économique s'effectue sous la rubrique «Charges de personnel». Au niveau du bilan, l'avantage figure sous le poste «Autres actifs» alors qu'un engagement est reconnu sous la rubrique «Provisions».

Réserves pour risques bancaires généraux

Les prescriptions comptables pour les banques autorisent expressément la constitution d'une réserve pour risques bancaires généraux, par ailleurs assimilable à des fonds propres.

Instruments dérivés et leur valeur de remplacement

Les instruments dérivés regroupent les options, les futures et les swaps sur actions, indices d'actions, devises, matières premières et taux d'intérêts, les FRA, ainsi que les positions à terme sur devises, titres et matières premières. Les instruments dérivés sont évalués à la valeur du marché («marked-to-market»). Pour les positions de négoce et de l'option de la juste valeur, les bénéfices et pertes réalisés ou non réalisés apparaissent au compte résultat des opérations de négoce. Les opérations de couverture utilisées dans le cadre de la gestion du risque de taux et de devises sont évaluées selon les règles applicables à la transaction de base couverte et sont enregistrées au compte de résultat de manière analogue. Lors d'une vente anticipée d'un instrument de couverture de taux évalué selon le principe des intérêts courus, le résultat réalisé est différé et comptabilisé au compte de résultat sur la durée initiale de l'instrument vendu. Lorsque l'impact des opérations de couverture est supérieur à celui des positions couvertes, la fraction excédentaire est assimilée à une opération de négoce. Les valeurs de remplacement positives et négatives des opérations pour compte propre sont comptabilisées dans les rubriques ad hoc à l'actif, respectivement au passif du bilan, de même que celles résultant d'opérations de commission portant sur des contrats traités hors bourse.

Externalisation

Pour les activités déployées par ses succursales de Singapour et Hong Kong, la Banque externalise la gestion, le développement et l'entretien de son logiciel bancaire, ainsi que ses activités de back office, à la société Azqore (Switzerland) SA.

Les services externalisés font l'objet d'un contrat de prestation de services détaillé et sont contrôlés via des évaluations fréquentes en termes de qualité et de résultats. La Banque a confié le développement ainsi que la maintenance d'une part importante des applications à IBM. Le démarrage opérationnel de cette externalisation s'est effectué au 1^{er} janvier 2019.

Organe de révision

L'organe de révision du Groupe est Ernst & Young SA depuis 1990, Raphaël Thürler agissant en qualité de Réviseur responsable depuis 2019.

Gestion globale des risques

Principes généraux

Le mandat de gestion des risques défini par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, et

le Comité Exécutif, est codifié dans le «Bank Risk Policy & Risk Governance Framework» et le «Bank's Liquidity Risk Tolerance & Risk Appetite Framework», ainsi que matérialisé par des directives et procédures internes, dans le but d'assurer l'identification, la mesure et la gestion des risques inhérents aux activités du Groupe, tant pour le bénéfice des clients que pour celui des actionnaires. Le Groupe maintient ainsi un niveau qualitatif élevé quant aux ressources humaines et aux systèmes et infrastructures informatiques, tout comme il veille à la promotion d'une culture en matière de gestion des risques. Cette approche de gestion des risques dûment intégrée et empreinte de rigueur est la clé de notre réussite, l'objectif étant d'assurer un processus de gestion des risques fiable.

Ce processus est fondé sur des directives exhaustives et détaillées, ainsi que sur des systèmes performants de gestion de l'information destinés à surveiller, contrôler et rendre compte de tous les risques significatifs. Pour assurer une prise de risque prudente et mesurée qui reflète notre stratégie commerciale, nous appliquons un cadre de gestion des risques conservateur à nos activités et à leur planification. Du point de vue organisationnel et structurel, la responsabilité du Groupe en matière de gestion et de contrôle des risques s'exerce à trois niveaux:

- une définition et une supervision stratégiques, par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, de la politique générale en matière de risque, ainsi que de la détermination des stratégies de gestion des risques (vision des risques, propension à la prise de risque, et standard de contrôle des risques);
- une gestion et une supervision opérationnelles exercées par le Comité Exécutif et le Comité des Risques (formulation et mise en œuvre de stratégies de gestion des risques); et enfin
- un contrôle des risques, principalement exercé par l'unité indépendante de contrôle des risques («Risk Management»), ainsi que par le Département Compliance et l'unité de Contrôle Risque Crédit.

Le contrôle du risque est effectué au sein des divers secteurs d'activité du Groupe – englobant les divisions Treasury & Trading, Wealth Management, Asset Management et COO – de la manière suivante:

- a) supervision indépendante du risque, élaboration de systèmes d'alerte de risque et scénarios de crise;
- b) gouvernance et vision du risque;
- c) identification, évaluation et reporting quotidien «Daily Risk Snapshot» du profil de risque consolidé de la Banque en relation avec la tolérance au risque définie par le Comité des Risques du Conseil – soit le risque de marché, de liquidité, de crédit et opérationnel – à l'intention des membres du Comité des Risques, et mensuellement à l'intention du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif pour analyse et revue;
- d) contrôle du processus d'investissement («investment suitability») au sein du Wealth Management et de l'Asset Management, mesure de performance/analyse de portefeuille, évaluation des risques opérationnels;
- e) sélection de systèmes de gestion du risque/conception et entretien; et
- f) évaluation du risque de produits dérivés/structurés, de nouveaux produits et de nouvelles activités en développement.

Risque de marché

La gestion des risques de marché inhérents au négoce et aux activités de trésorerie est effectuée selon le cadre défini dans le manuel «Market-Risk Manual», complété par les annexes «Stress Scenario Analysis» et «Market Risk Limits» selon une structure de limites intégrées, à plusieurs niveaux, comme suit:

- Positions (valeur de marché/évaluation «intra-day»);
- Sensibilité (duration, delta, gamma, vega);
- «Value at risk» (VaR);
- Pertes maximums («stop loss»); et
- Engagement sur le marché primaire/limites par émetteur et par pays.

Cette gestion est complétée par l'analyse de simulation («stress scenario»), la mesure de la performance ajustée aux risques («RAPM»), ainsi que des tests VaR rétroactifs («VaR backtesting»).

Les rapports quotidiens consolidés en matière d'exposition au risque de marché, de «stress value at risk» et de RAPM sont générés par le Risk Management à l'intention du Comité des Risques et des départements concernés, et ils sont soumis mensuellement au Comité des Risques du Conseil et au Comité Exécutif pour analyse et revue.

Une analyse consolidée de simulation de «stress scenario» est également soumise au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés. Cette analyse prend en compte une réévaluation complète des positions (linéaires et non linéaires), en se référant aux pires événements historiques observés sur les marchés financiers et leur liquidité (par exemple le krach boursier de 1987, la crise du SME en 1992, la crise des taux en 1994, et la crise mondiale de 2008), tels que définis dans le manuel interne de «stress scenario» pour le risque de marché.

Quant au calcul des exigences de fonds propres, la Banque utilise l'approche standard pour la couverture du risque de marché du portefeuille de négoce.

Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille de la Banque

Concernant la gestion du bilan (Asset-Liability Management - ALM), la Banque a une approche centralisée, selon une structure à trois niveaux:

- 1) Comité des Risques du Conseil, et Comité Exécutif;
- 2) Asset & Liability Committee (ALCO); et
- 3) Desk de Trésorerie.

L'ALCO a la responsabilité de la gestion du bilan selon la politique et le cadre général ALM établis par le Comité des Risques du Conseil et le Comité Exécutif, et se réunit mensuellement, ou plus fréquemment si nécessaire. Le rôle de l'ALCO est principalement stratégique, avec une vision à moyen et à long terme du portefeuille de la Banque (ALM) alors que la gestion quotidienne du bilan est réalisée par le Desk de Trésorerie.

La gestion du risque du bilan est effectuée selon le cadre défini dans le manuel «ALM Risk Policy & Procedures Manual», complété par diverses annexes telles que, par exemple, les annexes «Liquidity Risk Manual», «Liquidity Contingency Funding Plan», «Funds Transfer Pricing», «ALM and Capital

Management Policy for Local Entities» et «ALCO Risk Limits», selon une structure de limites intégrées, à plusieurs niveaux, comme suit:

- Liquidité «stress scenario - high crisis»;
- Sensibilité au changement de taux d'intérêt (+/-100 pb) pour la valeur économique et la valeur de rendement;
- «Value at risk» (VaR);
- Engagement par émetteurs et contreparties.

Ces limites sont complétées par l'analyse de simulation de «stress scenario» mensuel ALM ainsi qu'une simulation d'impact sur le résultat annuel net d'intérêt (par exemple, changement de taux d'intérêt de +/-100 pb, +/-200 pb, et «global tightening» de 1994).

Des rapports spécifiques quotidiens, ainsi que mensuels consolidés, en matière d'exposition aux risques de taux d'intérêt sur le bilan (ALM) et de risques de liquidité «stress» sont générés par l'unité Risk Management pour analyse et décision par l'échelon supérieur de Direction du Groupe. Une analyse consolidée du risque ALM du bilan ainsi que du risque de liquidité «stress» est soumise mensuellement au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés.

Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille de la Banque est principalement influencé par les prêts aux clients, le portefeuille d'investissements et les comptes courants créditeurs des clients. Pour ces derniers, les hypothèses retenues pour déterminer l'impact de scénarios de hausse et de baisse de taux d'intérêt se déclinent comme suit: 85% de la masse des comptes courants créditeurs des clients est considéré avec une échéance à 1 jour, 10% avec une échéance à 5 ans, et 5% avec une échéance à 10 ans. L'hypothèse retenue pour le capital (net des valeurs immatérielles et des immeubles) est une échéance de 5 ans. La Banque recourt de façon substantielle à des swaps de taux d'intérêt pour réduire le risque de taux.

Au 31 décembre 2021, l'exposition du Groupe aux risques de taux d'intérêt (ALM), selon un scénario d'évolution des taux d'intérêt de +100 pb, s'élevait à CHF -15,3 millions s'agissant de la valeur économique et à CHF -54,8 millions concernant la valeur de rendement.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes dû au non-respect, de la part d'une contrepartie, de ses obligations contractuelles de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le Groupe dispose, au travers de diverses directives et procédures, d'un concept élaboré de gestion des risques de contreparties, de règlement et de risques-pays, avec une analyse consolidée soumise mensuellement au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés.

Risque de crédit envers la clientèle

La gestion du risque de crédit envers la clientèle est effectuée selon le cadre défini dans la directive «Group Credit Policy», laquelle est complétée par diverses directives et procédures y relatives.

Les crédits consentis à la clientèle privée sont en principe couverts par des actifs dûment nantis (crédits lombard). Ces risques de crédit peuvent comprendre les prêts et avances en compte courant ainsi que les risques découlant de garanties et de transactions sur les dérivés sur changes, titres et autres instruments financiers.

Les portefeuilles nantis font l'objet d'une analyse individuelle par la cellule Contrôle Risque Crédit, et un taux d'avance est assigné à chaque position en fonction du type d'instrument, du rating éventuel, de la liquidité ainsi que de la diversification des investissements. Les actifs sont évalués quotidiennement au prix du marché. La surveillance et la gestion quotidienne des avances sont effectuées au travers de seuils de sécurité (appels de marges complémentaires et réalisation des gages).

Dans le cadre de son activité de gestion de patrimoine, le Groupe peut être amené à consentir des prêts hypothécaires ainsi que des avances couvertes partiellement ou entièrement par le nantissement de gages immobiliers. Pour ce type d'avance, une estimation du gage est systématiquement obtenue par un expert indépendant, et un taux d'avance prudent est retenu.

Il n'est pas dans la politique du Groupe d'octroyer des crédits commerciaux.

Compte tenu des marges requises en matière d'octroi de crédits lombard ainsi que des différents seuils de sécurité fixés, le risque de défaillance sur cette catégorie de crédit est faible. Pour les crédits octroyés en blanc ou sur la base d'actifs moins liquides, une avance sera considérée comme non performante dès lors que l'échéance d'un paiement (intérêts et/ou remboursement partiel ou total du prêt) est dépassée depuis plus de 90 jours. S'il est peu vraisemblable que le débiteur puisse faire face à ses obligations, la créance devient alors compromise. Dans ces situations, une provision spécifique sera constituée au cas par cas sur décision de la Direction Générale et/ou du Comité de crédit, et compte tenu d'une évaluation circonstanciée des éventuels gages. Les intérêts sont considérés comme étant en souffrance lorsque la limite de crédit accordée est dépassée depuis plus de 90 jours. Dès cet instant, ils ne sont plus crédités au compte de résultat.

Les opérations d'intérêts ne représentant pas plus du tiers des revenus de la Banque ni du Groupe, au sens des art. 25 al.1 let. b et c OEPC-FINMA, aucune correction de valeur pour risques inhérents de défaillance n'a été constituée.

Risque de crédit envers les contreparties professionnelles et risque-pays

La gestion du risque de contrepartie, du risque de règlement et du risque-pays est effectuée selon le cadre défini dans les manuels «Credit Risk Management (Counterparty & Settlement)» et «Country Risk Policy & Procedures Manual», lesquels sont complétés par diverses annexes telles que «Counterparty & Settlement Risk Limits», «Country Risk Limits», «Authorised Brokers List» et «Authorised Cash Correspondents & Custodians List».

Les risques de crédit envers les professionnels ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties dont la solvabilité est irréprochable. La gestion du risque de crédit de contrepartie et le monitoring des limites de risques y relatives sont effectués selon la méthode de valeur de marché utilisant les facteurs de majoration réglementaire – sur la base de l'approche SA-CCR (Standardised Approach for Counterparty Credit Risk) – pour les opérations dérivés

OTC. A noter que, pour ces opérations, des accords bilatéraux correspondants (ISDA, CSA avec «daily margining») sont en place avec les différentes contreparties. La délimitation du risque s'effectue moyennant un système de limites approprié et flexible, adapté aux catégories de produits et de contreparties ainsi qu'aux périodes de règlement. L'attribution des limites opérationnelles allouées aux expositions relatives au risque de crédit de contrepartie s'appuie sur un modèle dynamique basé sur les spreads CDS et les ratings, une approche matricielle combinant le «worst of» spread CDS 5 ans et le rating LT de la contrepartie mis en relation avec les fonds propres de cette dernière.

Les rapports quotidiens et mensuels consolidés en matière d'exposition aux risques de contrepartie sont générés par le Risk Management à l'intention du Comité des Risques et des départements concernés, et mensuellement à l'intention du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif.

La Banque utilise la méthode standard pour le calcul des exigences de fonds propres au titre du risque de crédit de contrepartie.

L'exposition du Groupe au risque-pays est calculée, suivie et rapportée par le Risk Management aux départements concernés et organes de Direction du Groupe, pour tous les produits, sur la base de l'équivalent-crédit. Les taux de provisionnement nécessaires sont dérivés des probabilités de défaut établis par Moody's, S&P et Fitch. L'attribution de limites de risque-pays s'appuie sur l'appétit pour le risque défini selon l'importance stratégique du pays dans le cadre de l'activité de crédit et du nostro, les ratings des agences de notation et l'évolution des spreads CDS.

La surveillance et la gestion continues des risques de contreparties et de pays pour les activités de marché et de trésorerie sont gérées de manière centralisée au moyen d'un système en temps réel.

Risque opérationnel

En matière de gestion et de surveillance du risque opérationnel, la Banque a mis en œuvre un dispositif de gestion de risque appliqué de façon cohérente à l'ensemble de ses entités et fonctions opérationnelles. Le dispositif de gestion de risque opérationnel se fonde sur les principes et éléments clés suivants, tels que codifiés dans le manuel «Operational Risk Manual», lequel est complété par diverses annexes telles que, par exemple, les annexes «New Business/Product Risk Assessment», «Change Risk Assessment», «Cyber Risk», «IT Risk», «Outsourcing Risk» «Conduct Risk», «Compliance Risk Policies» et «Managerial & Functional Controls Framework», et au travers de diverses directives et procédures:

- Formulation claire de la politique et des stratégies, et surveillance active du risque opérationnel, telles qu'élaborées par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, et appliquées par le Comité Exécutif;
- Définition commune du risque opérationnel à tout le Groupe, englobant l'ensemble de la gamme des risques opérationnels ou des types d'incidents pouvant affecter significativement les activités du Groupe;
- Description claire de la hiérarchie des responsabilités en matière de risque opérationnel, du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif jusqu'aux responsables d'unités opérationnelles et aux fonctions de contrôle de risque (Risk Management, Compliance);

- Définition détaillée des méthodologies en matière d'identification, d'évaluation, de suivi, de maîtrise et d'atténuation du risque opérationnel («risk event management, risk self-assessment, scenario analysis, change risk assessment, issue management and tracking, key risk indicators, comparative analysis, external event collection and analysis»);
- Processus de reporting et de suivi réguliers des profils de risques opérationnels (cartographie des risques, indicateurs de risque) des entités et activités de la Banque, communication efficace et régulière à l'échelon supérieur de Direction du Groupe, ainsi qu'au Comité Exécutif, au Comité des Risques du Conseil et au Comité d'audit;
- Plans de secours et de continuité d'exploitation pour garantir un fonctionnement sans interruption des activités de la Banque;
- Procédure claire d'évaluation du risque opérationnel concernant le lancement ou l'exploitation de tous nouveaux produits, activités, processus et systèmes; et
- Promotion d'une solide culture interne du risque opérationnel.

Afin d'assurer une gestion dynamique et une surveillance efficace du risque opérationnel ainsi qu'une définition proactive des mesures à prendre en termes d'atténuation des risques, une structure organisationnelle à plusieurs niveaux a été mise en place:

- Comité des Risques du Conseil;
- Comité d'audit;
- Comité des Risques;
- Unités de Contrôle (Départements Risk Management, Compliance et Juridique);
- Audit Interne; et
- Management des unités opérationnelles.

La priorité de la Banque est donc d'assurer la pérennité de sa culture de la gestion des risques à tous les échelons de l'entreprise en maintenant une indépendance et une efficacité de notre processus d'examen et de surveillance des risques. Cette approche permet de mieux informer ses lignes de services et leur responsable afin d'assurer une uniformité à l'échelle de la Banque, mais également de perfectionner sans cesse notre gestion des risques en fonction de l'évolution des activités.

La Banque utilise la méthode standard pour le calcul des exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel.

Risque de réputation

La réputation de la Banque est un de ses biens les plus précieux. La Banque met donc tout en œuvre pour ne pas voir sa réputation se détériorer. Elle veille en effet à la bonne gestion globale des risques telle que décrite plus haut, notamment s'agissant des risques de stratégie et des risques opérationnels.

Les règles de conduite et la culture d'entreprise de la Banque permettent ainsi de contribuer au respect et à la préservation de ses valeurs fondamentales.

Ce risque de détérioration de la réputation de la Banque peut entraîner des effets négatifs sur le développement de ses affaires et sur sa position sur le marché financier. Les effets potentiels peuvent engendrer la perte de revenus, des litiges, l'imposition de sanctions par les autorités de régulation ou une surveillance accrue de leur part, ainsi que la perte de confiance ou une fidélité moins grande de la clientèle.

Notre forte volonté de protéger la réputation de la Banque nous permet également de renforcer nos valeurs et de développer nos affaires avec des tiers de qualité à travers le monde, mais aussi d'attirer et de conserver des employés de talent.

Ainsi, il convient notamment d'accorder une attention particulière aux transactions complexes, aux lancements de nouveaux produits, et aux initiatives visant à accéder à de nouveaux marchés.

Le Comité des Risques ainsi que le Comité Exécutif et le Comité des Risques du Conseil examinent ce risque de manière récurrente et attentive.

Risque réglementaire

La prolifération de nouvelles règles appliquées aux institutions bancaires à l'échelle mondiale – notamment celles à mettre en place pour assurer une bonne transparence des activités, le respect des règles internationales, la pertinence des investissements des clients par rapport à leur profil, la transparence fiscale et l'échange d'informations avec des pays tiers, la bonne exécution et la gestion des risques d'abus de marché – a eu pour corollaire un renforcement du cadre général des contrôles et de la Compliance de la Banque pour éviter le risque de non-conformité aux lois, règlements et circulaires.

La plupart des activités de la Banque exposent cette dernière à un risque juridique ou réglementaire. Des directives ont donc été mises en place pour chaque ligne de services de la Banque, incluant les points de contrôle, les règles à suivre et les responsabilités.

Le renforcement du cadre des contrôles, de la gestion de conformité et des compétences de la Banque permet ainsi d'identifier, d'évaluer, de gérer et de surveiller ce risque de manière adéquate, tout comme de respecter les normes strictes imposées par les régulateurs et les autres autorités.

La surveillance et la gestion indépendantes de ce risque par le Département Compliance permettent l'émission de directives, suivies par des formations à l'intention des collaborateurs, lesquelles ont été tant renouvelées qu'approfondies au regard des nouvelles exigences actuelles et à venir.

La mise en lumière des risques potentiels sous-jacents permet également au Département Compliance d'émettre des recommandations stratégiques et des mesures de réduction des risques pour la Banque.

Le Département Compliance transmet ainsi régulièrement aux différents Comités de la Banque des rapports sur la gestion du risque réglementaire, incluant les mesures à entreprendre pour sa bonne gestion et les démarches à effectuer pour assurer la conformité de la Banque dans l'exercice de ses activités.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

En date du 28 janvier 2022, l'acquisition des activités de Danske Bank International Luxembourg a été finalisée avec un transfert d'avoirs totalisant CHF 5,6 milliards, de même que la reprise de 48 FTE.

Aucun autre événement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2022 pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2021.

Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension*	364'460	95'587
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension*	5'127'130	6'403'239
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opérations de mise en pension	4'861'813	6'594'907
dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyée sans restriction	4'861'813	6'594'907
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que des titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyée sans restriction	382'191	101'183
dont titres remis à un tiers en garantie		
dont titres aliénés		

*Avant prise en compte d'éventuels contrats de netting

Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

(en milliers de CHF)

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture*	
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle		9'633'313	862'866	10'496'179
Créances hypothécaires	2'171'942			2'171'942
Immeubles d'habitation	1'700'374			1'700'374
Immeubles commerciaux	471'568			471'568
Immeubles artisanaux et industriels				-
Autres				-
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2021	2'171'942	9'633'313	862'866	12'668'121
Exercice 2020	1'957'788	8'649'285	942'734	11'549'807
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2021	2'171'942	9'628'727	862'866	12'663'535
Exercice 2020	1'957'788	8'645'120	942'734	11'545'642
Hors bilan				
Engagements conditionnels		627'659		627'659
Engagements irrévocables		63'857		63'857
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		1'008'314		1'008'314
Crédits par engagement (paiements différés)		4'090		4'090
Total hors bilan				
Exercice 2021	-	1'703'920	-	1'703'920
Exercice 2020	-	1'311'209	-	1'311'209
Créances compromises				
	Montant brut	Valeurs estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeurs individuels
Exercice 2021	4'586		4'586	4'586
Exercice 2020	4'173	8	4'165	4'165

*Les créances sur la clientèle sans couverture comprennent un montant de CHF 835 millions (2020: CHF 915 millions) de prêts accordés à des collectivités de droit public suisse (Ville, Canton).

Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Actifs		
Opérations de négoce	1'660'339	1'590'107
Titres de dette, papiers/opérations de marché monétaire	54'677	
dont cotés	54'677	
Titres de participation	1'605'662	1'081'582
Métaux précieux et matières premières		508'525
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	2'103'184	1'454'014
Titres de participation	1'643'038	984'639
Titres de dette	459'770	468'989
Produits structurés	376	386
Total des actifs	3'763'523	3'044'121
dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation		
dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités		
Engagements		
Opérations de négoce		
Titres de participation*		241
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Produits structurés (certificats)	2'294'641	1'792'661
Total des engagements	2'294'641	1'792'902

*Pour les positions courtes (comptabilisation selon le principe de la date de conclusion)

Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Instruments de taux						
Swaps	12'517	11'399	585'636	123'532	517'000	12'800'938
Futures			159'676			
Options (traded)			303'616			
Devises/Métaux précieux						
Contrats à terme	204'819	172'606	31'125'626	262	262	10'370
Swaps combinés d'intérêts et de devises				59'840	136'754	14'815'205
Futures			47'288			
Options (OTC)	26'033	24'186	7'989'416			
Titres de participation/Indices						
Swaps	1'513	5'305	248'092			
Futures	43'253	51'647	887'781			
Options (traded)	58'475	57'922	2'386'252			
Autres						
Futures		72'922	19'541			

Total avant prise en compte des contrats de netting						
Exercice 2021	346'610	395'987	43'752'924	183'634	654'016	27'626'513
Exercice 2020	466'604	428'228	39'173'962	158'838	889'599	25'953'261

	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
Exercice 2021	465'494	978'342
Exercice 2020	534'999	1'092'052

Répartition selon les contreparties

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)			
Exercice 2021	43'608	225'175	196'711
Exercice 2020	4'034	377'089	153'876

Répartition des immobilisations financières

(en milliers de CHF)	Valeur comptable		Juste valeur	
	2021	2020	2021	2020
Titres de créances	10'488'014	10'681'417	10'930'719	11'153'716
dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	10'488'014	10'681'417	10'930'719	11'153'716
dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)				
Titres de participation	84'884	56'688	88'716	61'681
dont participations qualifiées*				
Métaux précieux	918'211	1'048'781	918'211	1'048'781
Immeubles	3'521	9'046	3'521	9'046
Total	11'494'630	11'795'932	11'941'167	12'273'224
dont titres cotés admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	1'897'689	3'819'356		

*En cas de détention de 10% au moins du capital ou des voix.

Répartition des contreparties selon la notation*

Titres de créances

(en milliers de CHF)	Valeur comptable
De AAA à AA-	8'769'695
De A+ à A-	641'028
De BBB+ à BBB-	488'806
De BB+ à B-	13'357
Inférieur à B-	18'250
Sans notation	556'878
Total	10'488'014

*La Banque utilise les classes de notations de S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des participations

(en milliers de CHF)

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 31 décembre 2020	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements, différences de change	Amortissements	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence/reprise d'amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Valeur de marché
Participations évaluées selon la mise en équivalence										
avec valeur boursière										
sans valeur boursière	556	(461)	95			2		426	523	
Autres participations										
avec valeur boursière										
sans valeur boursière	2'660		2'660		508	(82)	(59)		3'027	
Total des participations	3'216	(461)	2'755	-	508	(80)	(59)	426	3'550	-

Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte

Raison sociale et siège	Activités	Monnaie	Capital social (en milliers)	Part au capital (en %)	Part de voix (en %)	Détention directe (en %)	Détention indirecte (en %)
Participations consolidées par intégration globale							
UBPI Holdings Inc., New York	Société de holding	USD	43'443	100%	100%	100%	
UBP Gestion Institutionnelle SA, Genève	Gestion institutionnelle	CHF	5'000	100%	100%	100%	
UBP Asset Management (Bermuda) Ltd., Bermudes	Gestion de portefeuilles	USD	12	100%	100%	60%	40%
Union Bancaire Privée (Europe) S.A., Luxembourg	Banque de gestion	CHF	21'000	100%	100%	100%	
UBP Investments Co., Ltd., Japon	Gestion de portefeuilles	JPY	350'000	100%	100%	100%	
UBP Asset Management (Europe) S.A., Luxembourg	Gestion de portefeuilles	CHF	2'900	100%	100%	100%	
Nexam SA, Paris	Gestion de portefeuilles	EUR	2'307	100%	100%		100%
Union Bancaire Gestion Institutionnelle (France) SAS, Paris	Gestion de portefeuilles	EUR	3'152	100%	100%		100%
Union Bancaire Privée (Middle East) Ltd., Dubai	Gestion de portefeuilles	USD	6'000	100%	100%	100%	
UBP Asset Management Asia Ltd., Hong Kong	Gestion de portefeuilles	HKD	71'680	100%	100%	100%	
UBP Finance (Bahamas) Ltd., Nassau	Société financière	CHF	50	100%	100%	100%	
UBP Asset Management Taiwan Ltd., Taipei	Gestion de portefeuilles	TWD	85'000	100%	100%	100%	
ACPI Investments Limited, Londres	Gestion de portefeuilles	GBP	-	100%	100%	100%	
ACPI IM Limited, Jersey	Gestion de portefeuilles	GBP	25	100%	100%	100%	
UBP Investment Advisors SA, Genève	Gestion de portefeuilles	CHF	1'000	100%	100%	100%	
UBP Investment Management (Shanghai) Ltd., Chine	Gestion de portefeuilles	CNY	30'000	75%	75%	75%	

Présentation des immobilisations corporelles

(en milliers de CHF)

				Exercice de référence				
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2020	Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2021
Immeubles à l'usage de la Banque	310'555	(147'526)	163'029				(4'543)	158'486
Software acquis séparément ou développés à l'interne	270'479	(140'462)	130'017	53'417		(4)	(59'881)	123'549
Autres immobilisations corporelles	58'628	(34'031)	24'597	6'144		(13)	(6'994)	23'734
Total des immobilisations corporelles	639'662	(322'019)	317'643	59'561	-	(17)	(71'418)	305'769

Présentation des valeurs immatérielles

(en milliers de CHF)

				Exercice de référence				
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2020	Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2021
Goodwill	626'192	(402'759)	223'433	55'331		71	(60'185)	218'650
Total des valeurs immatérielles	626'192	(402'759)	223'433	55'331	-	71	(60'185)	218'650

Répartition des autres actifs et autres passifs

(en milliers de CHF)

	Autres actifs		Autres passifs	
	2021	2020	2021	2020
Compte de compensation	451'928	372'903		
Taxes et impôts indirects	28'868	27'617	17'157	15'314
Opérations bancaires internes	2'670	9'133	9'989	41'448
Actifs et passifs divers	11'548	8'742	29'819	21'489
Total des autres actifs et autres passifs	495'014	418'395	56'965	78'251

Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Valeur comptable des actifs mis en gage ou cédés à titre de garantie	1'431'543	1'259'088
Engagements effectifs	1'431'192	1'261'221

Indications des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres de la Banque détenus par ces institutions

Des plans de prévoyance existent pour la majorité des collaborateurs du Groupe UBP. Ces plans appliquent essentiellement le principe de la primauté des cotisations.

En Suisse, la Fondation de prévoyance de l'Union Bancaire Privée, UBP SA et la Fondation complémentaire de l'Union Bancaire Privée, UBP SA établissent leurs plans de prévoyance selon le principe de la primauté des cotisations. Plus de 62,3% des employés du Groupe sont affiliés à ces Fondations.

A l'étranger, il existe d'autres systèmes de prévoyance en faveur du personnel. Ils sont pour l'essentiel orientés vers la primauté des cotisations. Il ne résulte pas de ces différents plans d'autres engagements ou avantages que ceux qui auraient été portés au bilan.

(en milliers de CHF)

	31.12.2021	31.12.2020
Engagements des institutions de prévoyance		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	165'323	73'862

Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Il n'existe pas de réserves de contributions de l'employeur auprès des institutions de prévoyance pour l'exercice de référence ni pour l'exercice précédent.

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance

(en milliers de CHF)

	Excédent / insuffisance de couverture au 31.12.2021	Part économique du Groupe		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour 2021	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		2021	2020			2021	2020
Plans de prévoyance avec excédent	187'092				35'560	36'386	35'521

Les organes considèrent que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assuré(e)s et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2021, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et aux comptes de résultat du Groupe.

Présentation des produits structurés émis

Risque sous-jacent (« underlying risk ») du dérivé incorporé

(en milliers de CHF)

	Valeur comptable				Total
	Evaluation globale		Evaluation séparée		
	Comptabilisation dans les opérations de négoce	Comptabilisation dans les autres instruments financiers évalués à la juste valeur	Valeur de l'instrument de base	Valeur du dérivé	
Instruments de taux					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)		414'941			414'941
Sans RDP					-
Titres de participation					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)		1'879'700			1'879'700
Sans RDP					-
Devises					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)					-
Sans RDP					-
Matières premières/métaux précieux					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)					-
Sans RDP					-
Total	-	2'294'641	-	-	2'294'641

Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours

(en milliers de CHF)

	Taux	Emis en	Valeur nominale	Echéance remboursement
Emprunts obligataires émis par l'UBP*	0,20%	2021	335'000	15.12.2026

*Aucun emprunt ne peut être dénoncé avant l'échéance.

Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

(en milliers de CHF)

	Etat au 31 décembre 2020	Utilisations conformes au but	Reclassification	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à charge du compte	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2021
Provisions pour impôts latents								-
Provisions pour engagements de prévoyance	11'073	(696)				3'000		13'377
Provisions pour risque de défaillance	4'000							4'000
Provisions pour autres risques d'exploitation	11'639	(615)	4'023	60				15'107
Provisions pour restructuration	594	(607)		13				-
Autres provisions								-
Total des provisions	27'306	(1'918)	4'023	73	-	3'000	-	32'484
Réserve pour risques bancaires généraux	215'375							215'375
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques-pays	8'165	-	384	102	(65)	-	-	8'586
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	4'165		384	102	(65)			4'586
dont corrections de valeur pour les risques latents	4'000							4'000

Présentation du capital social

(en milliers de CHF)

	2021			2020		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital social						
Capital-actions/Capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000
dont libéré			300'000			300'000
Total du capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000

Nombre et valeur des droits de participation ou des options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Le Groupe UBP n'octroie pas de droits de participation ou d'options sur de tels droits aux collaborateurs et organes et il n'existe pas de plan de participation en actions.

Indication des participants significatifs

(en milliers de CHF)

	2021		2020		
	Nominal	Taux de participation en %	Nominal	Taux de participation en %	
Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote					
Avec droit de vote	CBI Holding SA Genève	300'000	100 %	300'000	100 %

La famille de Picciotto détient directement et indirectement 98,55% des votes et 94,43% du capital de CBI Holding SA.

Indication des créances et engagements envers les parties liées

Relations d'affaires avec des parties liées

Sont considérées comme liées les personnes (physiques ou morales) qui peuvent, de manière directe ou indirecte, exercer une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du Groupe. Les sociétés contrôlées de manière directe ou indirecte par des parties liées sont, elles aussi, considérées comme liées. A ce titre sont réputées être parties liées les sociétés du Groupe non consolidées, les participants qualifiés, les sociétés liées (sœurs) et les membres des organes.

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des parties liées. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation. Le solde des opérations avec des parties liées au 31 décembre se présente comme suit :

(en milliers de CHF)	Créances		Engagements	
	2021	2020	2021	2020
Participants qualifiés			352'900	268'466
Organes de la Banque	36'771	14'005	176'928	189'368

Les opérations du bilan et hors bilan ont été octroyées à des conditions conformes au marché.

Les organes comprennent les membres du Conseil d'administration ainsi que les membres du Comité Exécutif du Groupe.

Ces avances sont octroyées sur la base d'actifs nantis et évalués selon les critères retenus par le Groupe dans sa politique en matière d'octroi de crédits.

Présentation de la structure des échéances des instruments financiers

(en millions de CHF)

	A vue	Echu						Total
		Dénonçable	D'ici à 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	Après 5 ans	Immobilisé	
Actif/instruments financiers								
Liquidités	5'575							5'575
Créances sur les banques	614		2'582					3'196
Créances résultant d'opérations de financement de titres			91	273				364
Créances sur la clientèle		1'368	7'287	1'395	392	50		10'492
Créances hypothécaires			728	423	736	285		2'172
Opérations de négoce	1'660							1'660
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	530							530
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	2'103							2'103
Immobilisations financières	176	1'217	3'721	579	3'824	1'974	4	11'495
Total								
Exercice 2021	10'658	2'585	14'409	2'670	4'952	2'309	4	37'587
Exercice 2020	11'347	2'621	16'238	2'360	3'352	762	9	36'689
Fonds étrangers/instruments financiers								
Engagements envers les banques	287		322					609
Engagements résultant d'opérations de financement de titres			5'127					5'127
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	23'490		2'834	164				26'488
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'050							1'050
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	2'295							2'295
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage					335			335
Total								
Exercice 2021	27'122	-	8'283	164	335	-	-	35'904
Exercice 2020	24'885	-	9'744	372	-	-	-	35'001

Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

(en millions de CHF)

	2021		2020	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Actifs				
Liquidités	5'346	229	6'785	258
Créances sur les banques	2'095	1'101	1'574	965
Créances résultant d'opérations de financement de titres		364		96
Créances sur la clientèle	1'383	9'109	1'330	8'258
Créances hypothécaires	262	1'910	210	1'748
Opérations de négoce	1'506	154	1'353	237
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	72	458	129	496
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	52	2'051	31	1'423
Immobilisations financières	1'888	9'607	4'089	7'707
Comptes de régularisation	27	147	32	126
Participations non consolidées	3	1	3	
Immobilisations corporelles	296	10	307	11
Valeurs immatérielles	152	67	140	83
Autres actifs	63	432	156	262
Total des actifs	13'145	25'640	16'139	21'670

(en millions de CHF)

	2021		2020	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Passifs				
Engagements envers les banques	250	359	248	345
Engagements résultant d'opérations de financement de titres		5'127	1'944	4'459
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	2'495	23'993	2'197	22'697
Engagements résultant d'opérations de négoce				
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	73	977	127	1'191
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'665	630	1'027	766
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335			
Comptes de régularisation	173	141	168	127
Autres passifs	53	5	75	4
Provisions	32		27	1
Réserves pour risques bancaires généraux	215		215	
Capital social	300		300	
Réserve issue du capital	867		867	
Réserve issue du bénéfice	894		843	
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres				
Bénéfice	201		181	
Total des passifs	7'553	31'232	8'219	29'590

Répartition du total des actifs par pays ou par groupe de pays (principe du domicile)

(en millions de CHF)

	2021		2020	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Actifs				
Europe	23'280	59,9	25'077	66,2
Amérique du Nord	5'849	15,1	5'274	14,0
Centres offshore Caraïbes	3'666	9,5	3'320	8,8
Amérique latine	385	1,0	270	0,7
Afrique	297	0,8	146	0,4
Asie	5'107	13,2	3'539	9,4
Australie/Océanie	201	0,5	183	0,5
Total des actifs	38'785	100,0	37'809	100,0

Cette répartition des actifs par groupes de pays est effectuée en fonction du domicile des clients et non en fonction du domicile du risque. Les actifs compris dans cette annexe et figurant sous les pays hors OCDE sont, pour la plupart, couverts par des avoirs déposés auprès de notre Banque.

Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

(en millions de CHF)

Notation selon les tables de correspondance de la FINMA	Expositions nettes à l'étranger 2021		Expositions nettes à l'étranger 2020	
	En CHF	Part en %	En CHF	Part en %
De AAA à AA-	16'544	80,4	14'233	81,9
De A+ à A-	801	3,9	644	3,7
De BBB+ à BBB-	207	1,0	869	5,0
De BB+ à BB-	1'542	7,5	52	0,3
De B+ à B-	97	0,5	62	0,4
Inférieur à B-	17	0,1	16	0,1
Sans notation	1'356	6,6	1'492	8,6
Total	20'564	100,0	17'368	100,0

La Banque utilise les notations externes fournies par S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes de la Banque

(en millions de CHF)

	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Bilan par monnaie					
Actifs					
Liquidités	5'342	230	1	2	5'575
Créances sur les banques	1'963	270	710	253	3'196
Créances résultant d'opérations de financement de titres			364		364
Créances sur la clientèle	1'531	2'585	4'325	2'051	10'492
Créances hypothécaires	271	733	133	1'035	2'172
Opérations de négoce	1'532	125	2	1	1'660
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	107	34	217	172	530
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	43	345	1'584	131	2'103
Immobilisations financières	1'000	1'236	6'448	2'811	11'495
Comptes de régularisation	10	47	90	27	174
Participations non consolidées	3			1	4
Immobilisations corporelles	297	2		7	306
Valeurs immatérielles	217			2	219
Autres actifs	34	12	437	12	495
Total des actifs bilantaires	12'350	5'619	14'311	6'505	38'785
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises					
	5'131	6'185	23'644	13'658	48'618
Total actifs	17'481	11'804	37'955	20'163	87'403

(en millions de CHF)

	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Bilan par monnaie					
Passifs					
Engagements envers les banques	75	194	285	55	609
Engagements résultant d'opérations de financement de titres			4'898	229	5'127
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'693	4'906	14'900	4'989	26'488
Engagements résultant d'opérations de négoce					-
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	111	110	726	103	1'050
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	12	402	1'879	2	2'295
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335				335
Comptes de régularisation	167	48	30	69	314
Autres passifs	43	6	9		58
Provisions	30		2		32
Réserves pour risques bancaires généraux	215				215
Capital social	300				300
Réserve issue du capital	867				867
Réserve issue du bénéfice	894				894
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres					-
Bénéfice	201				201
Total des passifs bilantaires	4'943	5'666	22'729	5'447	38'785
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	12'553	6'141	15'212	14'712	48'618
Total passifs	17'496	11'807	37'941	20'159	87'403
Position nette par devise	(15)	(3)	14	4	-

Répartition des créances et engagements conditionnels

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Engagements conditionnels		
Garantie de prestation de garantie et similaires	612'366	387'037
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	15'293	16'865
Total des engagements conditionnels	627'659	403'902

Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscales

Total des créances éventuelles	-	-
---------------------------------------	---	---

La rubrique « Engagements conditionnels » recouvre les garanties émises pour le compte de la clientèle. Tout comme les crédits lombards, ces engagements sont couverts par des nantissements d'avoirs des clients.

La Commercial Court of Justice de Londres a notifié une action civile à l'encontre de la Banque, ainsi que de 36 autres parties, en septembre 2019. Le principal défendeur est un ancien organe de l'institution de sécurité sociale du Koweït auquel il est reproché la perception, dans le cadre de ses fonctions auprès de l'institution, de commissions non autorisées. L'action civile est également dirigée vers d'autres institutions bancaires et personnes physiques qui auraient également versé de telles commissions ou auraient participé à leur transfert. Certains défendeurs ont contesté la compétence des juridictions anglaises. La procédure est toujours pendante sur cette question préliminaire. La Banque conteste les reproches qui lui sont faits et considère le risque lié à cette procédure comme très faible et ne nécessitant pas la constitution d'une provision.

Répartition des crédits par engagement

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Engagements résultant de paiements différés	4'090	1'903
Total	4'090	1'903

Répartition des opérations fiduciaires

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	605'093	770'375
Total	605'093	770'375

Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

(en millions de CHF)

	2021	2020
Répartition des avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	24'499	21'389
Avoirs sous mandat de gestion	32'954	32'509
Autres avoirs administrés	102'961	93'515
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles)	160'414	147'413
dont prises en compte doubles	12'611	10'169
Présentation de l'évolution des avoirs administrés		
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) initiaux	147'413	140'271
+/- Apports nets d'argent frais/(retraits nets)	1'881	8'975
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	7'294	(1'833)
+/- Autres effets*	3'826	
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) finaux	160'414	147'413

Font partie des avoirs administrés tous les avoirs détenus à des fins de placement par des clients privés, des clients institutionnels et des sociétés d'investissement/fonds de placement. Ainsi, seuls les avoirs attribuables aux centres de profits (Wealth Management et Asset Management), dont la rentabilité peut être mesurée, sont retenus. Les avoirs sous simple garde et destinés uniquement à des fins de transactions/d'administration en sont exclus. Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle sont constitués des avoirs acquis de nouveaux clients ou de clients existants ainsi que des retraits d'avoirs de clients existants ou ayant rompu leur relation avec la Banque. Leur valeur est déterminée au jour du transfert (liquidités et/ou valeurs mobilières). En sont exclus les mouvements dus au marché, aux changements de cours ainsi que les revenus y afférents (intérêts/dividendes), de même que la perception des frais et intérêts sur prêts.

*Pour l'exercice 2021, représente l'acquisition de la banque Millennium Banque Privée BCP (Suisse).

Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Répartition selon les secteurs d'activité		
Activités de négoce pour propre compte	40'319	46'859
Exécution pour le compte de la clientèle	64'751	59'801
Total du résultat de négoce	105'070	106'660
Répartition par type d'activité et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des:		
Instruments de taux	12'466	9'910
Titres de participation (y. c. les fonds)	17'759	15'360
Devises - Matières premières - Métaux précieux	74'845	81'390
Total du résultat de négoce	105'070	106'660
dont provenant de l'option de la juste valeur	14'120	9'054
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	128'432	349'589
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les engagements	(114'312)	(340'535)

Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique « Produits des intérêts et des escomptes » ainsi que des intérêts négatifs significatifs

Les charges de refinancement des portefeuilles de négoce sont débitées, au taux du marché, du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur.

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Refinancement		
Charges de refinancement des portefeuilles de négoce et de l'option de la juste valeur	(8'874)	(11'387)
Intérêts négatifs		
Intérêts négatifs sur placements	(32'436)	(35'088)
Intérêts négatifs sur engagements	10'644	8'230

Répartition des charges de personnel

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Appointements	469'632	445'627
dont charges en relation avec les rémunérations variables	141'119	124'461
Prestations sociales	64'182	62'552
Adaptations de valeurs relatives aux avantages et engagements économiques des institutions de prévoyance		
Autres charges de personnel	20'861	21'632
Total	554'675	529'811

Répartition des autres charges d'exploitation

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Coût des locaux	30'808	31'041
Coût de l'informatique des machines, du mobilier, etc.	59'068	52'193
Honoraires des sociétés d'audit	3'383	3'456
dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	2'858	2'971
dont pour d'autres prestations de services	525	485
Autres charges d'exploitation	106'526	101'928
Total	199'785	188'618

Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation

(en milliers de CHF)

	2021		2020	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Résultat des opérations d'intérêts	95'291	111'563	131'295	92'334
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	514'128	300'886	465'649	271'072
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	67'633	37'437	75'018	31'642
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	2'106	(266)	418	1'449
Autres résultats ordinaires	4'487	676	2'441	(129)
Total des produits	683'645	450'296	674'821	396'368
Charges de personnel	(350'606)	(204'069)	(343'329)	(186'482)
Autres charges d'exploitation	(131'155)	(68'630)	(125'404)	(63'214)
Total des charges d'exploitation	(481'761)	(272'699)	(468'733)	(249'696)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(118'844)	(12'759)	(106'436)	(23'165)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(2'480)	(923)	(2'285)	(863)
Résultat opérationnel	80'560	163'915	97'367	122'644

Présentation des impôts courants et latents avec indication du taux d'imposition

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Constitution de provision pour impôts différés		
Dissolution de provision pour impôts différés		
Charges pour impôts courants	43'356	38'570
Total des impôts	43'356	38'570
Taux d'imposition moyen pondéré sur la base du résultat avant impôts	17,73%	17,53%

L'impact de l'utilisation de pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 0 (2020: CHF 0).

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

A l'Assemblée générale de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, Genève

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état des capitaux propres et l'annexe (pages 6 à 45), y compris un résumé des méthodes comptables significatives, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

Responsabilité du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés qui, conformément aux prescriptions comptables applicables aux banques et aux dispositions légales, donnent une image fidèle de la situation réelle. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles d'éthique et que nous planifions et réalisons l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats et ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que

les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les prescriptions comptables applicables aux banques et sont conformes à la loi suisse.

Éléments clés de l'audit au titre de la circulaire 1/2015 de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants pour notre audit des états financiers consolidés de l'exercice. Nous avons examiné ces éléments dans le cadre de l'audit global du groupe et nous les avons pris en compte lors de la constitution de l'opinion d'audit que nous avons émise; il n'est pas fourni d'opinion d'audit distincte à leur sujet. Nous décrivons ci-dessous, pour chaque élément clé, les réponses que nous avons apportées lors de l'audit.

Nous avons respecté les responsabilités décrites dans la section «Responsabilité de l'organe de révision» du présent rapport, y compris les responsabilités liées aux éléments clés. Notre audit comprend la mise en œuvre de procédures définies en fonction de notre évaluation du risque d'anomalies significatives dans les comptes consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures réalisées afin de répondre aux éléments décrits ci-dessous, constituent la base pour fonder notre opinion d'audit sur les comptes consolidés.

Evaluation de la juste valeur des instruments financiers

Risque

La juste valeur est définie comme le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les participants du marché à la date d'évaluation. Les justes valeurs peuvent être basées sur des prix cotés sur des marchés actifs, sur un modèle de valorisation dont les variables significatives peuvent être observées directement ou indirectement sur le marché, ou sur un modèle d'évaluation où les variables importantes ne peuvent être observées sur le marché.

Les évaluations basées sur des modèles sont influencées dans une large mesure par les hypothèses appliquées, y compris les taux

d'intérêt, les taux à terme, les courbes de taux, la volatilité et les estimations des flux de trésorerie futurs. La détermination de ces hypothèses nécessite l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan consolidé au 31 décembre 2021, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un total d'actifs financiers à la juste valeur de CHF 4,3 milliards, incluant CHF 0,5 milliard en instruments financiers dérivés, et des passifs financiers à la juste valeur de CHF 3,3 milliards, incluant CHF 1,1 milliard en instruments financiers dérivés.

Compte tenu de l'exercice de jugement inhérent à la détermination de ces hypothèses et l'importance de ces postes du bilan dans les comptes consolidés de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, leur évaluation est un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA sont expliqués aux pages 15 et 16 et les informations complémentaires concernant les instruments financiers sont présentés aux pages 22 et 23 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit

Nos procédures d'audit ont inclus une évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés pertinents pour le calcul des justes valeurs. Il s'agit notamment des contrôles des données sous-jacentes, du calcul de la juste valeur et de la mise à jour automatique dans le système, ainsi que de l'analyse des valeurs en dehors des limites de tolérance.

En utilisant des comparaisons avec des sources tierces, nous avons testé les justes valeurs qui étaient directement disponibles sur un marché actif. En outre, sur la base d'un échantillon, nous avons testé indépendamment les justes valeurs d'instruments financiers qui n'étaient pas directement disponibles sur un marché actif. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

Comptabilisation et évaluation du goodwill

Risque

L'Union Bancaire Privée, UBP SA comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle les actifs nets de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Si la valeur d'acquisition dépasse la valeur des actifs nets acquis, un goodwill est comptabilisé.

Le goodwill est amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée et il est soumis à un test annuel de dépréciation. La valeur recouvrable déterminée dans le cadre du test de dépréciation est influencée dans une large mesure les hypothèses utilisées, dont la détermination implique l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan consolidé au 31 décembre 2021, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un goodwill d'un montant total de CHF 218,7 millions. En raison de l'importance du jugement inhérent à l'évaluation du goodwill, il s'agit d'un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués sont expliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA à la page 15 et les informations complémentaires concernant le goodwill sont présentées à la page 27 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons examiné le modèle d'évaluation utilisé pour le test de dépréciation du goodwill ainsi que les hypothèses importantes, en particulier l'estimation des flux monétaires futurs générés par les entreprises acquises. Nous avons évalué ces hypothèses sur la base de la performance passée et des conditions actuelles du marché. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant la comptabilisation et l'évaluation du goodwill.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Genève, le 17 mars 2022

Ernst & Young SA



Raphaël Thürler
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Patrick Mettraux
Expert-réviseur agréé



COMPTES
ANNUELS
DE LA BANQUE
2021

Bilan au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Actifs		
Liquidités	5'450'412	6'881'225
Créances sur les banques	3'557'783	3'075'231
Créances résultant d'opérations de financement de titres	364'460	95'587
Créances sur la clientèle	10'153'191	9'167'482
Créances hypothécaires	2'097'535	1'883'409
Opérations de négoce	1'659'539	1'589'369
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	529'961	625'107
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	2'103'184	1'454'014
Immobilisations financières	11'187'272	11'476'708
Comptes de régularisation	130'285	125'404
Participations	157'759	132'311
Immobilisations corporelles	302'974	314'537
Valeurs immatérielles	177'578	177'296
Autres actifs	488'775	410'225
Total des actifs	38'360'708	37'407'905
Total des créances subordonnées	5'678	6'576

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Passifs		
Engagements envers les banques	1'651'557	1'579'489
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	5'127'130	6'403'239
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	25'796'112	24'257'163
Engagements résultant d'opérations de négoce		241
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'050'125	1'317'396
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	2'294'641	1'792'661
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335'000	
Comptes de régularisation	271'249	258'792
Autres passifs	68'174	95'084
Provisions	33'484	28'199
Total des fonds étrangers	36'627'472	35'732'264
Réserves pour risques bancaires généraux	102'560	102'560
Capital social	300'000	300'000
Réserve légale issue du capital	728'336	728'336
dont réserve issue d'apport en capital exonéré fiscalement	560'000	560'000
Réserve légale issue du bénéfice	65'850	65'850
Réserves facultatives issues du bénéfice	1'500	1'500
Bénéfice (perte) reporté(e)	347'395	275'397
Bénéfice	187'595	201'998
Total des fonds propres	1'733'236	1'675'641
Total des passifs	38'360'708	37'407'905
Total des engagements subordonnés*	275'373	275'373

*Relatif à une facilité mise à disposition par une entité du Groupe prise en compte en qualité d'AT1 dans le calcul des fonds propres réglementaires.

Opérations hors bilan au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Engagements conditionnels	603'294	377'525
Engagements irrévocables	57'682	64'192
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	967'413	790'953
Crédits par engagement (paiements différés)	4'090	1'903

Compte de résultat individuel de l'exercice

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Résultat des opérations d'intérêts		
Produits des intérêts et des escomptes	172'394	316'228
Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières	82'384	64'839
Charges d'intérêts	(58'892)	(170'288)
Résultat brut des opérations d'intérêts	195'886	210'779
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(988)
Résultat net des opérations d'intérêts	195'886	209'791
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		
Produits des commissions sur les titres et des opérations de placement	695'385	628'852
Produits des commissions sur opérations de crédit	3'339	2'527
Produits des commissions sur les autres prestations de services	3'953	3'477
Charges de commissions	(38'309)	(28'084)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	664'368	606'772
Résultat des opérations de négoce de l'option de la juste valeur	91'769	96'089
Autres résultats ordinaires		
Résultats des aliénations d'immobilisations financières	1'840	1'866
Produits des participations	43'924	57'395
Résultats des immeubles	374	712
Autres produits ordinaires	28'660	26'168
Autres charges ordinaires	(3'926)	(4'646)
Autres résultats ordinaires	70'872	81'495
Total des produits	1'022'895	994'147

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	(493'866)	(473'426)
Autres charges d'exploitation	(172'328)	(163'016)
Charges d'exploitation	(666'194)	(636'442)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	(135'034)	(122'497)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(3'072)	(3'055)
Résultat opérationnel	218'595	232'153
Produits extraordinaires	111	1
Impôts	(31'111)	(30'156)
Bénéfice (perte) net(te) individuel(le)	187'595	201'998
Proposition du Conseil d'administration		
Répartition du bénéfice		
Bénéfice de l'exercice	187'595	201'998
Bénéfice (perte) reporté(e)	347'395	275'397
Bénéfice au bilan	534'990	477'395
La répartition suivante est proposée à l'Assemblée générale		
Répartition du bénéfice		
- Distributions au moyen du bénéfice au bilan	132'000	130'000
Bénéfice reporté	402'990	347'395

Présentation de l'état des capitaux propres

(en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserves facultatives issues du bénéfice et bénéfice / perte reporté	Propres parts du capital (poste négatif)	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2020	300'000	728'336	65'850	102'560	276'897	-	201'998	1'675'641
Affectation du résultat de l'exercice précédent					71'998		(71'998)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux								-
Dividendes et autres distributions							(130'000)	(130'000)
Bénéfice/Perte (résultat de la période)							187'595	187'595
Capitaux propres au 31.12.2021	300'000	728'336	65'850	102'560	348'895	-	187'595	1'733'236



ANNEXE
AUX COMPTES
ANNUELS
DE LA BANQUE

Principes comptables et principes d'évaluation

Les comptes individuels sont établis de façon qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée, soit un bouclage individuel statutaire avec présentation fiable. Les principes comptables et d'évaluation des comptes individuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA correspondent en règle générale à ceux du Groupe tels que détaillés à l'annexe aux comptes annuels consolidés, à l'exception du principe comptable et d'évaluation suivant.

Participations

Les participations comprennent les titres de participation y compris les sociétés immobilières détenues dans le dessein d'un placement permanent. L'évaluation se fait à la valeur d'acquisition, ajustée des amortissements et provisions économiquement nécessaires. Les principes valables pour le Groupe en matière d'instruments financiers dérivés, de gestion des risques et de traitement des risques de marché sont également applicables à l'Union Bancaire Privée, UBP SA.

Organe de révision

L'organe de révision des comptes individuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA est Ernst & Young SA depuis 1990, Raphaël Thürler agissant en qualité de Réviseur responsable depuis 2019.

Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension*	364'460	95'587
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension*	5'127'130	6'403'239
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opérations de mise en pension	4'861'813	6'594'907
dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	4'861'813	6'594'907
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que des titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	382'191	101'183
dont titres remis à un tiers en garantie		
dont titres aliénés		

*Avant prise en compte d'éventuels contrats de netting

Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

(en milliers de CHF)

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture*	
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle		9'289'949	872'828	10'162'777
Créances hypothécaires	2'097'535			2'097'535
Immeubles d'habitation	1'643'738			1'643'738
Immeubles commerciaux	453'797			453'797
Immeubles, artisanat et industrie				-
Autres				-
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2021	2'097'535	9'289'949	872'828	12'260'312
Exercice 2020	1'883'409	8'224'784	951'863	11'060'056
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2021	2'097'535	9'280'363	872'828	12'250'726
Exercice 2020	1'883'409	8'215'619	951'863	11'050'891
Hors bilan				
Engagements conditionnels		603'294		603'294
Engagements irrévocables		57'682		57'682
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		967'413		967'413
Crédit par engagement (paiements différés)		4'090		4'090
Total hors bilan				
Exercice 2021	-	1'632'479	-	1'632'479
Exercice 2020	-	1'234'573	-	1'234'573
Créances compromises				
	Montant brut	Valeurs estimées de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeurs individuels
Exercice 2021	9'586		9'586	9'586
Exercice 2020	9'173	8	9'165	9'165

*Les créances sur la clientèle sans couverture comprennent un montant de CHF 835 millions (2020: CHF 915 millions) de prêts accordés à des collectivités de droit public suisse (Ville, Canton).

Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Actifs		
Opérations de négoce	1'659'539	1'589'369
Titres de dette, papiers/opérations du marché monétaire	54'677	
dont cotés	54'677	
Titres de participation	1'604'862	1'080'844
Métaux précieux et matières premières		508'525
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	2'103'184	1'454'014
Titres de participation	1'643'038	984'639
Titres de dette	459'770	468'989
Produits structurés	376	386
Total des actifs	3'762'723	3'043'383
dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation		
dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités		
Engagements		
Opérations de négoce		
Titres de participation*		241
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Produits structurés (certificats)	2'294'641	1'792'661
Total des engagements	2'294'641	1'792'902

*Pour les positions courtes (comptabilisation selon le principe de la date de conclusion)

Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Instruments de taux						
Swaps	12'517	11'399	585'636	123'532	517'000	12'800'938
Futures			159'676			
Options (traded)			303'616			
Devises/Métaux précieux						
Contrats à terme	204'536	172'728	31'146'057	262	262	10'370
Swaps combinés d'intérêts et de devises				59'840	136'754	14'785'984
Futures			40'663			
Options (OTC)	26'033	24'186	7'989'416			
Titres de participation/Indices						
Swaps	1'513	5'305	248'092			
Futures	43'253	51'647	863'505			
Options (traded)	58'475	57'922	2'386'252			
Autres						
Futures		72'922	19'239			

Total avant prise en compte des contrats de netting						
Exercice 2021	346'327	396'109	43'742'152	183'634	654'016	27'597'292
Exercice 2020	466'269	427'797	39'147'684	158'838	889'599	25'928'398

Valeurs de remplacement positives (cumulées)

Valeurs de remplacement négatives (cumulées)

Total après prise en compte des contrats de netting	
Exercice 2021	477'934 981'299
Exercice 2020	538'283 1'098'586

Répartition selon les contreparties

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)			
Exercice 2021	43'608	259'749	174'577
Exercice 2020	4'034	392'174	142'075

Répartition des immobilisations financières

(en milliers de CHF)	Valeur comptable		Juste valeur	
	2021	2020	2021	2020
Titres de créances	10'181'733	10'362'437	10'621'909	10'832'230
dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	10'181'733	10'362'437	10'621'909	10'832'230
dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la vente)				
Titres de participation	83'807	56'444	88'486	61'437
dont participations qualifiées*				
Métaux précieux	918'211	1'048'781	918'211	1'048'781
Immeubles	3'521	9'046	3'521	9'046
Total	11'187'272	11'476'708	11'632'127	11'951'494
dont titres cotés admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	1'897'689	3'819'356		

*En cas de détention de 10% au moins du capital ou des voix.

Répartition des contreparties selon la notation*

Titres de créances (en milliers de CHF)	Valeur comptable
De AAA à AA-	8'647'423
De A+ à A-	626'672
De BBB+ à BBB-	319'418
De BB+ à B-	13'357
Inférieur à B-	18'250
Sans notation	556'613
Total	10'181'733

*La Banque utilise les classes de notations de S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des valeurs immatérielles

(en milliers de CHF)

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2020	Exercice de référence				Valeur comptable au 31 décembre 2021
				Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements	
Goodwill	568'260	(390'964)	177'296	53'377			(53'095)	177'578
Total des valeurs immatérielles	568'260	(390'964)	177'296	53'377	-	-	(53'095)	177'578

Répartition des autres actifs et autres passifs

(en milliers de CHF)

	Autres actifs		Autres passifs	
	2021	2020	2021	2020
Compte de compensation	451'927	372'909		
Taxes et impôts indirects	24'868	23'070	12'885	11'603
Opérations bancaires internes	2'669	9'016	25'445	41'433
Actifs et passifs divers	9'311	5'230	29'844	42'048
Total des autres actifs et autres passifs	488'775	410'225	68'174	95'084

Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Valeur comptable des actifs mis en gage ou cédés à titre de garantie	1'418'179	1'409'638
Engagements effectifs	1'417'828	1'411'771

Indications des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres de la Banque détenus par ces institutions

Des plans de prévoyance existent pour la majorité des collaborateurs du Groupe UBP. Ces plans appliquent essentiellement le principe de la primauté des cotisations.

En Suisse, la Fondation de prévoyance de l'Union Bancaire Privée, UBP SA et la Fondation complémentaire de l'Union Bancaire Privée, UBP SA établissent leurs plans de prévoyance selon le principe de la primauté des cotisations. Plus de 69,7% des employés de la Banque sont affiliés à ces Fondations.

A l'étranger, il existe d'autres systèmes de prévoyance en faveur du personnel. Ils sont pour l'essentiel orientés vers la primauté des cotisations. Il ne résulte pas de ces différents plans d'autres engagements ou avantages que ceux qui auraient été portés au bilan.

(en milliers de CHF)

	31.12.2021	31.12.2020
Engagements des institutions de prévoyance		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	165'323	73'862

Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Il n'existe pas de réserves de contributions de l'employeur auprès des institutions de prévoyance pour l'exercice de référence.

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance

(en milliers de CHF)

Excédent/ insuffisance de couverture 31.12.2021	Part économique de la Banque		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour 2021	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
	2021	2020			2021	2020
Plans de prévoyance avec excédent	187'092			31'937	32'763	32'311

Les organes considèrent que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assuré(e)s et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2021, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et aux comptes de résultat du Groupe.

Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

(en milliers de CHF)

	Etat au 31 décembre 2020	Utilisations conformes au but	Reclassification	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat au 31 décembre 2021
Provisions pour impôts latents								-
Provisions pour engagements de prévoyance	11'073	(696)				3'000		13'377
Provisions pour risque de défaillance	4'000							4'000
Provisions pour autres risques d'exploitation	12'532	(512)	4'023	64				16'107
Provision pour restructuration	594	(607)		13				-
Autres provisions								-
Total des provisions	28'199	(1'815)	4'023	77	-	3'000	-	33'484
Réserve pour risques bancaires généraux	102'560							102'560
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques-pays	13'165	-	384	102	(65)	-	-	13'586
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	9'165		384	102	(65)			9'586
dont corrections de valeur pour les risques latents	4'000							4'000

Présentation du capital social

(en milliers de CHF)

	2021			2020		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital social						
Capital-actions/Capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000
dont libéré			300'000			300'000
Total du capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000

Nombre et valeur des droits de participation ou des options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Le Groupe UBP n'octroie pas de droits de participation ou d'options sur de tels droits aux collaborateurs et organes et il n'existe pas de plan de participation en actions.

Indication des participants significatifs

(en milliers de CHF)

	2021		2020		
	Nominal	Taux de participation	Nominal	Taux de participation	
Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote					
Avec droit de vote	CBI Holding SA Genève	300'000	100 %	300'000	100 %

La famille de Picciotto détient directement et indirectement 98,55% des votes et 94,43% du capital de CBI Holding SA.

Indication des créances et engagements envers les parties liées

Relations d'affaires avec des parties liées

Sont considérées comme liées les personnes (physiques ou morales) qui peuvent, de manière directe ou indirecte, exercer une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du Groupe. Les sociétés contrôlées de manière directe ou indirecte par des parties liées sont, elles aussi, considérées comme liées. A ce titre sont réputées être parties liées les sociétés du Groupe non consolidées, les participants qualifiés, les sociétés liées (sœurs) et les membres des organes.

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des parties liées. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation. Le solde des opérations avec des parties liées au 31 décembre se présente comme suit :

(en milliers de CHF)	Créances		Engagements	
	2021	2020	2021	2020
Participants qualifiés			352'900	268'466
Sociétés du Groupe	400'116	574'992	1'586'752	1'516'118
Organes de la Banque	36'771	13'897	176'928	189'134

Les opérations du bilan et hors bilan ont été octroyées à des conditions conformes au marché.

Les organes comprennent les membres du Conseil d'administration ainsi que les membres du Comité Exécutif de la Banque.

Ces avances sont octroyées sur la base d'actifs nantis et évalués selon les critères retenus par la Banque dans sa politique en matière d'octroi de crédits.

Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

(en millions de CHF)

Notation selon les tables de correspondance de la FINMA	Expositions nettes à l'étranger 2021		Expositions nettes à l'étranger 2020	
	En CHF	Part en %	En CHF	Part en %
De AAA à AA-	15'652	79,8	13'449	81,7
De A+ à A-	752	3,8	640	3,9
De BBB+ à BBB-	209	1,1	763	4,6
De BB+ à BB-	1'519	7,8	50	0,3
De B+ à B-	96	0,5	62	0,4
Inférieur à B-	17	0,1	16	0,1
Sans notation	1'349	6,9	1'487	9,0
Total	19'594	100,0	16'467	100,0

La Banque utilise les notations externes fournies par S&P, Moody's et Fitch.

Répartition des créances et engagements conditionnels

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Engagements conditionnels		
Garantie de prestation de garantie et similaires	588'001	360'660
Engagements irrévocables résultant d'acréditifs documentaires	15'293	16'865
Total des engagements conditionnels	603'294	377'525

Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscales

Total des créances éventuelles	-	-
---------------------------------------	----------	----------

La rubrique « Engagements conditionnels » recouvre les garanties émises pour le compte de la clientèle. Tout comme les crédits lombards, ces engagements sont couverts par des nantissements d'avoirs des clients.

La Commercial Court of Justice de Londres a notifié une action civile à l'encontre de la Banque, ainsi que de 36 autres parties, en septembre 2019. Le principal défendeur est un ancien organe de l'institution de sécurité sociale du Koweït auquel il est reproché la perception, dans le cadre de ses fonctions auprès de l'institution, de commissions non autorisées. L'action civile est également dirigée vers d'autres institutions bancaires et personnes physiques qui auraient également versé de telles commissions ou auraient participé à leur transfert. Certains défendeurs ont contesté la compétence des juridictions anglaises. La procédure est toujours pendante sur cette question préliminaire. La Banque conteste les reproches qui lui sont faits et considère le risque lié à cette procédure comme très faible et ne nécessitant pas la constitution d'une provision.

Répartition des crédits par engagement

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Engagements résultant de paiements différés	4'090	1'903
Total	4'090	1'903

Répartition des opérations fiduciaires

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	605'093	770'375
Total	605'093	770'375

Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

(en millions de CHF)

	2021	2020
Répartition d'avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	16'598	13'901
Avoirs sous mandat de gestion	18'810	16'210
Autres avoirs administrés	94'961	86'173
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles)	130'369	116'284
dont prises en compte doubles	12'389	10'035
Présentation de l'évolution des avoirs administrés		
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) initiaux	116'284	109'713
+/- Apports nets d'argent frais/(retraits nets)	2'457	8'721
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	7'802	(2'150)
+/- Autres effets*	3'826	
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) finaux	130'369	116'284

Font partie des avoirs administrés tous les avoirs détenus à des fins de placement par des clients privés, des clients institutionnels et des sociétés d'investissement/fonds de placement. Ainsi, seuls les avoirs attribuables aux centres de profits (Wealth Management et Asset Management), dont la rentabilité peut être mesurée, sont retenus. Les avoirs sous simple garde et destinés uniquement à des fins de transactions/administration en sont exclus. Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle sont constitués des avoirs acquis de nouveaux clients ou de clients existants ainsi que des retraits d'avoirs de clients existants ou ayant rompu leur relation avec la Banque. Leur valeur est déterminée au jour du transfert (liquidités et/ou valeurs mobilières). En sont exclus les mouvements dus au marché, aux changements de cours ainsi que les revenus y afférents (intérêts/dividendes), de même que la perception des frais et intérêts sur prêts.

*Pour l'exercice 2021, représente l'acquisition de la banque Millennium Banque Privée BCP (Suisse).

Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Répartition selon les secteurs d'activité		
Activités de négoce pour propre compte	40'256	46'703
Exécution pour le compte de la clientèle	51'513	49'386
Total du résultat de négoce	91'769	96'089
Répartition par type d'activité et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des:		
Instruments de taux	12'465	9'909
Titres de participation (y. c. les fonds)	17'699	15'204
Devises - Matières premières - Métaux précieux	61'605	70'976
Total du résultat de négoce	91'769	96'089
dont provenant de l'option de la juste valeur	14'120	9'054
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	128'432	349'589
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les engagements	(114'312)	(340'535)

Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique « Produits des intérêts et des escomptes » ainsi que des intérêts négatifs significatifs et de l'option de la juste valeur

Les charges de refinancement des portefeuilles de négoce sont débitées, au taux du marché, du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur.

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Refinancement		
Charges de refinancement du portefeuille de négoce et de l'option de la juste valeur	(8'874)	(11'387)
Intérêts négatifs		
Intérêts négatifs sur placements	(32'949)	(35'069)
Intérêts négatifs sur engagements	8'457	6'288

Répartition des charges de personnel

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Appointements	419'777	399'418
dont charges en relation avec les rémunérations variables	127'495	112'529
Prestations sociales	56'020	54'999
Adaptations de valeurs relatives aux avantages et engagements économiques des institutions de prévoyance		
Autres charges de personnel	18'069	19'009
Total	493'866	473'426

Répartition des autres charges d'exploitation

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Coût des locaux	26'524	26'839
Coût de l'informatique des machines, du mobilier, etc.	57'615	50'403
Honoraires des sociétés d'audit	2'489	2'480
dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	2'096	2'235
dont pour d'autres prestations de services	393	245
Autres charges d'exploitation	85'700	83'294
Total	172'328	163'016

Présentation des impôts courants et latents avec indication du taux d'imposition

(en milliers de CHF)

	2021	2020
Constitution de provision pour impôts différés		
Dissolution de provision pour impôts différés		
Charges pour impôts courants	31'111	30'156
Total des impôts	31'111	30'156
Taux d'imposition moyen pondéré sur la base du résultat avant impôts	14,23%	12,99%

L'impact de l'utilisation de pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 0 (2020: CHF 0).

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION SUR LES COMPTES ANNUELS DE LA BANQUE

A l'Assemblée générale de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, Genève

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe (pages 14 à 19 et 56 à 71) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Éléments clés de l'audit au titre de la circulaire 1/2015 de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASF)

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants pour notre audit des comptes annuels. Nous avons examiné ces éléments dans le cadre de l'audit des comptes annuels et nous les avons pris en compte lors de la constitution de l'opinion d'audit que nous avons émise; il n'est pas fourni d'opinion d'audit distincte à leur sujet. Nous décrivons ci-dessous, pour chaque élément clé, les réponses que nous avons apportées lors de l'audit.

Nous avons respecté les responsabilités décrites dans la section «Responsabilité de l'organe de révision» du présent rapport, y compris les responsabilités liées aux éléments clés. Notre audit comprend la mise en œuvre de procédures définies en fonction de notre évaluation du risque d'anomalies significatives dans les comptes annuels. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures réalisées afin de répondre aux éléments décrits ci-dessous, constituent la base pour fonder notre opinion d'audit sur les comptes annuels.

Evaluation de la juste valeur des instruments financiers

Risque

La juste valeur est définie comme le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les participants du marché à la date d'évaluation. Les justes valeurs peuvent être basées sur des prix cotés sur des marchés actifs, sur un modèle de valorisation dont les variables significatives peuvent être observées directement ou indirectement sur le marché, ou sur un modèle d'évaluation où les variables importantes ne peuvent être observées sur le marché.

Les évaluations basées sur des modèles sont influencées dans une large mesure par les hypothèses appliquées, y compris les taux d'intérêt, les taux à terme, les courbes de taux, la volatilité et les estimations des flux de trésorerie futurs. La détermination de ces hypothèses nécessite l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan statutaire au 31 décembre 2021, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un total d'actifs financiers à la juste valeur de CHF 4,3 milliards, incluant CHF 0,5 milliard en instruments financiers dérivés, et des passifs financiers à la juste valeur de CHF 3,3 milliards, incluant CHF 1,1 milliard en instruments financiers dérivés.

Compte tenu de l'exercice de jugement inhérent à la détermination de ces hypothèses et l'importance de ces postes du bilan dans les comptes statutaires de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, leur évaluation est un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA sont expliqués aux pages 15 et 16 et les informations complémentaires concernant les instruments financiers sont présentés aux pages 58 et 59 de l'annexe aux comptes statutaires.

Nos procédures d'audit

Nos procédures d'audit ont inclus une évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés pertinents pour le calcul des justes valeurs. Il s'agit notamment des contrôles des données sous-jacentes, du calcul de la juste valeur et de la mise à jour automatique dans le système, ainsi que de l'analyse des valeurs en dehors des limites de tolérance.

En utilisant des comparaisons avec des sources tierces, nous avons testé les justes valeurs qui étaient directement disponibles sur un marché actif. En outre, sur la base d'un échantillon, nous avons testé indépendamment les justes valeurs d'instruments financiers qui n'étaient pas directement disponibles sur un marché actif. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes statutaires.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

Comptabilisation et évaluation du goodwill

Risque

L'Union Bancaire Privée, UBP SA comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle les actifs nets de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Si la valeur d'acquisition dépasse la valeur des actifs nets acquis, un goodwill est comptabilisé.

Le goodwill est amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée et il est soumis à un test annuel de dépréciation. La valeur recouvrable déterminée dans le cadre du test de dépréciation est influencée dans une large mesure les hypothèses utilisées, dont la détermination implique l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan statutaire au 31 décembre 2021, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un goodwill d'un montant total de CHF 177,6 millions. En raison de l'importance du jugement inhérent à l'évaluation du goodwill, il s'agit d'un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués sont expliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA à la page 15 et les informations complémentaires concernant le goodwill sont présentées à la page 61 de l'annexe aux comptes statutaires.

Nos procédures d'audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons examiné le modèle d'évaluation utilisé pour le test de dépréciation du goodwill ainsi que les hypothèses importantes, en particulier l'estimation des flux monétaires futurs générés par les entreprises acquises. Nous avons évalué ces hypothèses sur la base de la performance passée et des conditions actuelles du marché. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes statutaires.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant la comptabilisation et l'évaluation du goodwill.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 17 mars 2022

Ernst & Young SA



Raphaël Thürler
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Patrick Mettraux
Expert-réviseur agréé

Copyright

© 2022 Union Bancaire Privée, UBP SA
Photos: @Getty Images / @iStock / UBP

Imprimé en Suisse sur du papier 100% recyclé et neutre en carbone – Mars 2022

www.ubp.com



UNION BANCAIRE PRIVÉE